

La Bolivie change

Ignacio Ramonet
3/11/2014

Pour le voyageur qui revient après plusieurs années en Bolivie et qui chemine lentement dans les rues escarpées de La Paz, ville juchée entre des ravins abrupts à près de quatre mille mètres d'altitude, les changements sautent aux yeux : on ne voit plus de mendiants ni de vendeurs ambulants qui pullulaient sur les trottoirs. On sent qu'il y a le plein emploi. Les gens sont mieux habillés, paraissent en meilleure santé. Et l'aspect général de la capitale apparaît plus coquet, plus propre, plus vert et plus aménagé en espaces verts. On remarque l'essor de la construction. Des dizaines de hauts édifices flamboyants ont surgi et les centres commerciaux modernes se sont multipliés, dont l'un comprend le plus grand complexe de cinémas (18 salles) d'Amérique du Sud.

Mais le plus spectaculaire ce sont les sensationnels téléphériques urbains à la technologie (1) futuriste qui entretiennent au-dessus de la cité un ballet permanent de cabines colorées, élégantes et éthérées comme des bulles de savon. Silencieuses et non-polluantes. Deux lignes fonctionnent déjà, la rouge et la jaune ; la troisième, la verte, sera inaugurée lors des prochaines semaines, créant ainsi un réseau interconnecté de transport par câble de onze kilomètres, le plus long du monde, qui permettra à des dizaines de milliers d'habitants de La Paz (paceños) de s'économiser en moyenne deux heures de transport quotidien.

« La Bolivie change. Evo a tenu [ses promesses] » affirment quelques affiches dans les rues. Et chacun le constate. Le pays est en effet autre. Très différent de celui d'il y a à peine une décennie, quand on le considérait « le plus pauvre d'Amérique Latine après Haïti ». En majorité corrompus et autoritaires, ses gouvernants passaient leur vie à implorer des prêts aux institutions financières internationales, aux principales puissances occidentales ou aux organisations humanitaires mondiales. Tandis que les grandes entreprises minières étrangères pillaient le sous-sol, en payant à l'Etat des redevances de misère et en prolongeant la spoliation coloniale.

Pays relativement peu peuplé (environ dix millions d'habitants), la Bolivie a une superficie de plus d'un million de kilomètres carrés (deux fois la France). Ses entrailles débordent de richesses : argent (pensez à Potosi ...), or, étain, fer, cuivre, zinc, tungstène, manganèse, etc. Le « Salar » [désert de sel] de Uyuni possède la plus grande réserve de potasse et de lithium du monde, ce dernier métal étant considérée comme la source d'énergie du futur. Mais la principale source de revenus aujourd'hui ce sont les hydrocarbures, gaz naturel, avec les deuxièmes plus grandes réserves d'Amérique du Sud, et pétrole, en moindre quantité (environ 16 millions de barrils annuels).

La croissance économique de la Bolivie au cours des neuf dernières années, depuis qu'Evo Morales gouverne, a été sensationnelle, avec un taux moyen de 5% annuel ... En 2013, le PIB a même cru de 6,8% (2), et en 2014 et 2015, selon les prévisions du FMI, il croîtra également de plus de 5% ... Le taux le plus élevé d'Amérique Latine (3). Et tout cela avec une inflation modérée et contrôlée, inférieure à 6%.

Le niveau de vie général a doublé (4). La dépense publique, en dépit d'investissements sociaux importants, est également contrôlée ; à tel point que le solde du compte courant présente un résultat positif avec un excédent fiscal de 2,6%. (en 2014) (5). Et bien que les exportations, essentiellement d'hydrocarbures et de produits miniers, jouent un rôle important dans cette prospérité économique, c'est la demande interne (+5,4%) qui constitue le principal moteur de la croissance. Enfin, autre succès sans précédent de la gestion du ministre de l'Economie, Luis Arce : les réserves internationales en devises de la Bolivie, en pourcentage du PIB, ont atteint 47% (6), plaçant ce pays, pour la première fois, très au-dessus du Brésil, du Mexique ou de l'Argentine. Evo Morales a

souligné que la Bolivie, de pays endetté structurellement, pourrait devenir prêteur, et a révélé, sans préciser lesquels, que « quatre Etats de la région » se sont déjà adressés à son Gouvernement en lui demandant des crédits....

Dans un pays où plus de la moitié de la population est originelle, Evo Morales est le premier indigène, depuis cinq siècles, à atteindre, en Janvier 2006, la présidence de l'Etat. Et depuis qu'il a pris le pouvoir, ce président différent s'est débarrassé du « modèle néolibéral » et l'a remplacé par un nouveau « modèle économique social communautaire productif ». Il a nationalisé, à partir de Mai 2006, les secteurs stratégiques (hydrocarbures, industrie minière, électricité, ressources environnementales) générateurs d'excédents et a investi une partie de ces excédents dans les secteurs générateurs d'emploi (industrie, manufacture, artisanat, transport, développement agricole, logement, commerce, etc ...). Et il a consacré une autre partie de ces excédents à la réduction de la pauvreté au moyen de politiques sociales (enseignement, santé), hausses des salaires (des fonctionnaires et travailleurs du secteur public), de stimulation de l'insertion [prime Juancito Pinto (7), revenu dignité (8), prime Juana Azurduy (9)] et de politiques de subventions.

Les résultats de l'application de ce modèle ne se reflètent pas seulement dans les chiffres mentionnés ci-dessus, mais aussi dans une donnée très concrète : plus d'un million de boliviens (soit 10% de la population) sont sortis de la pauvreté. La dette publique, qui représentait 80% du PIB, a été réduite à tout juste 33% du PIB. Le taux de chômage (3,2%) est le plus bas d'Amérique Latine, au point que des milliers de boliviens émigrés en Espagne, en Argentine ou au Chili commencent à rentrer, attirés par la facilité de trouver un emploi et la hausse remarquable du niveau de vie.

En outre, Evo Morales a entrepris la construction d'un véritable Etat, jusqu'ici plutôt virtuel. Il faut reconnaître que la géographie bolivienne immense et tortueuse (un tiers de hautes montagnes andines, deux tiers de basses terres tropicales et amazoniques) ainsi que la fracture culturelle (36 nations ethno-linguistiques) n'ont jamais rendu aisée l'intégration et l'unification. Mais ce qui n'a pas été fait en presque deux siècles, le président Morales est décidé à l'accomplir en mettant fin au démembrement. D'abord, en promulguant une nouvelle Constitution, adoptée par referendum, qui établit pour la première fois un « Etat plurinational » et reconnaît les droits des différentes nations qui coexistent sur le territoire bolivien. Et ensuite en lançant une série de travaux publics ambitieux (routes, ponts, tunnels) dans le but de connecter, articuler, communiquer des régions dispersées pour que toutes celles-ci et leurs habitants se sentent partie prenante d'un tout commun : la Bolivie. Cela ne s'était jamais fait. Et c'est à cause de cela qu'il y avait eu tellement de tentatives de sécession, de séparatisme et de fractionnement.

Aujourd'hui, avec tous ces succès, les boliviens se sentent – peut-être pour la première fois - fiers d'être boliviens. Fiers de leur culture originelle et de leurs langues vernaculaires. Fiers de leur monnaie qui ne cesse de se valoriser par rapport au dollar. Fier d'avoir la croissance économique la plus haute et les réserves de devises les plus importantes de l'Amérique Latine. Fiers de leurs réalisations technologiques comme ce réseau de téléphériques de dernière génération, ou comme leur satellite de télécommunications Tupac Katari, ou comme leur chaîne de télévision publique Bolivia TV (10). Cette chaîne, que dirige Gustavo Portocarrero, a réalisé, le 12 octobre dernier, jour des élections présidentielles, une impressionnante démonstration de sa maîtrise technologique en se connectant en direct – durant 24h sans interruption – avec ses envoyés spéciaux dans une quarantaine de villes du monde entier (Japon, Chine, Russie, Iran, Egypte, Espagne, etc.) où votaient, pour la première fois, les boliviens résidents à l'étranger. Une prouesse technique et humaine que peu de chaînes de télévision dans le monde seraient capables de réaliser.

Tous ces exploits – économiques, sociaux, technologiques – expliquent en partie la victoire catégorique de Evo Morales et de son partie (Mouvement vers le Socialisme, MAS) aux élections du 12 octobre dernier (11). Icône de la lutte des peuples indigènes et originaux du monde entier,

Evo est parvenu à briser, avec ce nouveau triomphe, plusieurs préjugés graves. Il démontre que la gestion gouvernementale n'affaiblit pas, et qu'après neuf années au pouvoir, quand on gouverne bien, on peut gagner à nouveau amplement. Il démontre, contrairement à ce qu'affirment racistes et colonialistes, que les « indiens » savent gouverner, et même peuvent être les meilleurs gouvernants qu'ait jamais eu le pays. Il démontre que, sans corruption, avec honnêteté et efficacité, l'Etat peut être un excellent gestionnaire, et non – comme le prétendent les néolibéraux – une calamité systématique. Enfin, il démontre que la gauche au pouvoir peut être efficace, qu'elle peut mener à bien des politiques d'insertion et de redistribution de la richesse sans mettre en péril la stabilité de l'économie.

Mais cette grande victoire électorale s'explique aussi par des raisons politiques. Le président Evo Morales est parvenu à vaincre, idéologiquement, ses principaux adversaires regroupés au sein de la caste patronale de la province de Santa Cruz, principal moteur économique du pays. Ce groupe conservateur qui a tout tenté contre le président, de la tentative de sécession jusqu'au coup d'Etat, a fini par se rendre et pour se joindre en définitive au projet présidentiel, reconnaissant que le pays est en marche vers le développement.

C'est une victoire considérable que le viceprésident Alvaro Garcia Linera explique en ces termes : « On est parvenu à intégrer l'orient bolivien et à unifier le pays, grâce à la défaite politique et idéologique d'un noyau politique patronal ultraconservateur, raciste et fasciste, qui a conspiré pour un coup d'Etat et est allé chercher des gens armés pour organiser une sécession du territoire oriental. En second lieu, ces neuf années ont montré aux classes moyennes urbaines et aux secteurs populaires cruceños (de Santa Cruz) qui étaient méfiants, que nous avons amélioré leurs conditions de vie, que nous respectons ce qui a été construit à Santa Cruz et leurs particularités. Evidemment, nous sommes un Gouvernement socialiste, de gauche et dirigé par des indigènes. Mais nous avons la volonté d'améliorer la vie de tous. Nous avons affronté les entreprises pétrolières étrangères, et également celles de l'énergie électrique, et nous les avons battues pour ensuite, avec ces ressources, donner de la puissance au pays, fondamentalement aux plus pauvres, mais sans affecter ce que possèdent les classes moyennes ou le secteur patronal. C'est pourquoi put se réaliser une rencontre très fructueuse entre le Gouvernement et Santa Cruz. Nous ne changeons pas de position, nous continuons à dire et à faire la même chose qu'il y a neuf ans. Ceux qui ont changé de position à notre égard ce sont eux. A partir de là commence cette nouvelle étape du processus révolutionnaire bolivien, celle du rayonnement territorial et de l'hégémonie idéologique et politique. Eux commencent à comprendre que nous ne sommes pas leurs ennemis, que s'ils s'occupent d'économie sans se mêler de politique ça ira bien pour eux. Mais si, en tant que firmes, ils essaient d'occuper les structures de l'Etat et veulent combiner la politique avec l'économie, ça ira mal pour eux. De même que les militaires ne peuvent détenir le contrôle civil, politique, parce qu'ils détiennent déjà le contrôle des armes ».

Dans son bureau du Palais Quemado, le ministre de la Présidence, Juan Ramon Quintana, me l'explique avec un slogan : « Vaincre et intégrer. Il ne s'agit pas – me dit-il – de défaire l'adversaire et de l'abandonner à son sort, en courant le risque qu'il se mette à conspirer avec le ressentiment d'un vaincu et qu'il se lance dans de nouvelles tentatives putschistes. Une fois vaincu, il faut l'incorporer, lui donner l'opportunité de s'incorporer au projet national où tous ont leur place, à condition que chacun admette et respecte le fait que la direction politique, par la décision démocratique des urnes, ce sont Evo et le MAS qui la conduisent ».

Et maintenant ? Que faire d'une victoire si écrasante ? « Nous avons un programme (12) - affirme tranquillement Juan Ramon Quintana – nous voulons éradiquer l'extrême pauvreté, donner un accès universel aux services de base, garantir à tous la santé et une éducation de qualité, développer la science, la technologie et l'économie de la connaissance, établir une administration économique responsable, avoir une gestion publique transparente et efficace, diversifier notre production,

industrialiser, atteindre la souveraineté alimentaire et agricole, respecter la Madre Tierra, avancer vers une plus grande intégration latinoaméricaine et avec nos partenaires du Sud, intégrer le Mercosur, et atteindre notre objectif historique, fermer notre plaie ouverte : récupérer notre souveraineté maritime et l'accès à la mer » (13).

De son côté, le président Morales a exprimé le désir que la Bolivie devienne le "cœur énergétique de l'Amérique du Sud » grâce à son énorme potentiel en énergies renouvelables (hydroélectriques, éolienne, solaire, géothermique, biomasse) en plus des hydrocarbures (pétrole et gaz), que compléterait l'énergie nucléaire civile produite par une centrale nucléaire en cours de prochaine acquisition.

La Bolivie change. Elle va de l'avant. Et sa prodigieuse métamorphose n'a pas fini de surprendre le monde.

Notes :

- (1) L'entreprise chargée de la construction est la société autrichienne Doppelmayr-Garaventa
- (2) Lire *Economia Plural*, La Paz, Avril 2014
- (3) Lire *Pagina Siete*, La Paz, 12 Octobre 2014
- (4) Entre 2005 et 2013, le PIB par habitant a cru plus de deux fois (de 1 182 dollars à 2 757 dollars). La Bolivie n'est plus « un pays aux bas revenus » et est considérée comme un « pays aux revenus moyens ». Lire « Bolivie, un regard sur les acquis les plus importants du nouveau modèle économique », *Economia Plural*, La Paz, juin 2014
- (5) La bonne gestion des finances publiques a permis à la Bolivie de devenir au cours des huit dernières années le deuxième pays d'Amérique Latine pour son excédent fiscal.
- (6) En valeurs absolues, les réserves internationales de la Bolivie sont d'environ 16 milliards de dollars. Le PIB, en 2013, était d'environ 31 milliards de dollars.
- (7) D'Un montant de 200 bolivianos (23 euros) par an, prime donnée pour chaque élève de l'enseignement public, en primaire et en secondaire, à condition qu'il suive avec assiduité tous les cours. Son but est de lutter contre l'abandon scolaire.
- (8) Une pension de retraite que perçoivent tous les boliviens à partir de 60 ans, y compris ceux qui n'ont jamais pu cotiser à une caisse de retraite.
- (9) Une aide économique de 1820 bolivianos (environ 215 euros) remise à toutes les femmes enceintes et pour chaque enfant de moins de 2 ans, afin de diminuer les indices de mortalité infantile et maternelle.
- (10) <http://www.mixbolivia.com/2013/08/ver-en-vivo-canal-bolivia-tv.html>
- (11) Lire Atilio Boron, « Por que gano Evo ? », *América Latina en movimiento*, ALAI, Quito, 13 Octobre 2014 voir aussi la traduction en français « Pourquoi Evo a-t-il gagné ? » sur ce site
- (12) Agenda patriotique 2025 : la route bolivienne du bien vivre. En 2025 on fêtera le bicentenaire de l'indépendance et de la fondation de la Bolivie.
- (13) La Bolivie a déposé un recours auprès du Tribunal International de Justice de La Haye . Lire *El libro del mar*, Ministère des Affaires Etrangères, La Paz, 2014

Source : Le Monde Diplomatique (en espagnol) Novembre 2014 editorial traduit par FC

<http://www.monde-diplomatique.es/?url=editorial/0000856412872168186811102294251000/editorial/?articulo=d0a8a2c3-3548-4077-bcf8-7529afc26e5f>